

## Les offres piégées de Pôle emploi

Des annonces frauduleuses pullulent toujours sur notre site. La majorité des renseignements donnés sur l'entreprise sont exacts : le n° de Siret, le nom du responsable à contacter... sauf l'adresse mail qui conduit tout droit vers des escrocs. Persuadé qu'il va candidater auprès d'une véritable entreprise, le demandeur va répondre aux arnaqueurs qui demandent des informations telles que la copie de la carte d'identité, de la carte vitale, les coordonnées bancaires pour confirmer leur candidature ... Tout ce qu'il faut pour une usurpation d'identité avec des conséquences pour les victimes pouvant aboutir à des condamnations avec inscription au casier judiciaire.

Quant aux entreprises, elles sont assaillies par des postulants à des postes bidon. En juillet dernier, le groupe Accor avait demandé à J. Bassères de prendre au plus vite des mesures mais le courrier est resté sans réponse. Le mois dernier, rebelote: plusieurs DE se sont présentés ou ont téléphoné munis des fausses annonces.

Du coup, Accor vient de déposer plainte pour utilisation frauduleuse de sa marque et escroquerie. Il y a un an, quand Le Canard Enchaîné avait révélé l'existence de ces annonces piégées, la DG avait juré d'y remédier sans tarder. Avec le succès que l'on connaît: notre système informatique est toujours aussi vulnérable et les escrocs se régalaient.

" Le site a été développé dans un but quantitatif, regrette un cadre de Pôle emploi, avec pour conséquence que ces offres déposées en ligne échappent désormais à tout contrôle."

Source : Canard enchaîné du 30/09/15

Dernier exemple récent : en ligne plusieurs jours sur notre site, une offre d'emploi particulièrement ignoble à Angoulême pour un poste d'employé-e de ménage. " Ce message s'adresse aux particuliers, aux pauvres, ou à tous ceux qui sont dans le besoin d'un prêt particulier pour reconstruire leur vie (...) Vous êtes interdit bancaire ou votre dossier a été rejeté à la banque ? Je suis un particulier et j'octroie des prêts allant de 1.000 à 900.000 euros... "



*Pôle emploi renforce le contrôle des chômeurs mais abandonne celui de ses propres offres et diffuse des annonces illégales.*

*La CGT estime que les vérifications doivent être faites par un agent et l'Établissement a une grande part de responsabilité dans ces arnaques !*

## NPDE et les services civiques

Avec NPDE, il est prévu que les engagés volontaires assurent les tâches d'animateur de la zone d'accueil, mais aussi d'aide aux demandeurs d'emploi pour leur IDE et la complétude de leur demande d'allocation en ligne. Avant, le DE ne procédait qu'à une préinscription en ligne validée par un conseiller lors de l'EID, alors que demain le processus d'IDE et d'envoi du dossier se fera par internet.

L'utilisation d'un service civique pour remplir une de nos principales missions, à savoir l'accueil, l'inscription mais aussi une partie de l'indemnisation, nous paraît contraire non seulement à l'esprit de la loi, mais aussi à l'article 120-9 du code du service national. De plus, NPDE va être déployé avec une modification importante: les après-midi, les accueils seront fermés pour les DE qui n'ont pas RDV.

Environ 70% des visites portent sur l'indemnisation et principalement sur les paiements. Avec ce changement de mode d'accueil, la CGT craint une montée de l'agressivité et des incivilités, car le rôle des animateurs d'accueil l'après-midi (dont les services civiques) sera aussi d'expliquer à l'usager qu'il ne pourra être reçu. Le fait qu'ils soient en 1ère ligne nous semble inquiétant pour leur santé physique et psychologique: il n'est déjà pas simple pour un agent de se remettre d'une agression, même verbale, alors qu'en sera-t-il pour eux ?

*Pour la CGT, le choix de la direction de les mettre en situation d'accueil nous apparaît contre productive, abusive et surtout dangereuse.*

## Grève en Picardie

Le 22 octobre, le Pôle emploi de Picardie a fait grève à cause des modifications d'organisation de l'accueil qui créent de l'insécurité et mettent les agents en danger au quotidien pour un service qu'ils ne peuvent plus rendre aux DE. La direction dit que " la Picardie est une région pilote " ce qui va permettre de voir ce qui ne va pas.

Les agents de Picardie disent :

- La fermeture des portes l'après-midi : CA NA VA PAS !
- Le tout internet : CA NA VA PAS !
- La fin de l'ARC placement : CA NA VA PAS !
- L'impossibilité de rendre le service : CA NE VAS PAS !

*La CGT considère que ce mouvement doit permettre de préparer une mobilisation de grande ampleur. Une riposte au niveau national nous semble incontournable !*